

Stratégie et tactique de contre-insurrection sécessionniste au Noso: théorie d'une sécurocratie irénologique de cow-boy

Dr. Arnaud Noel Voula Emivoutou
politologue, professeur à l'université de Dschang - Cameroun

et

Dr. Nicolas Badaoui
politologue, professeur aux universités Libanaises et chercheur associé crec - St. Cyr

Résumé : Le présent article s'inscrit dans une dynamique essayiste d'élaboration théorique et doctrinale des schèmes actantiels politico-stratégiques et tactiques de l'Etat Camerounais dans sa bataille de contre-insurrection-sécessionniste dans les régions du Nord-ouest et Sud-ouest (Noso). En l'espèce, les auteurs construisent cognitivement un modèle d'irénologie sécuritaire dont la singularité est remarquable. Il s'agit du modèle qu'ils conceptualisent autour de la sécurocratie irénologique de cow-boy. La systématisation de leur pensée passe par une grille de lecture spécifique à l'art de la guerre asymétrique c'est-à-dire à l'intelligence stratégique dans les opérations d'anti-terrorisme, de contre-terrorisme et de contre-insurrection sécessionniste. La réalité factuelle de la crise du Noso reste fort bien la source de son intuition théorique. En effet, depuis le début des événements sécessionnistes-insurrectionnels observés dans la partie anglophone du Cameroun, trivialement appelée Noso, le gouvernement de ce pays s'est évité à entrer dans une guerre totale ou une guerre absolue contre les protagonistes. Cependant, ce dernier a pensé devoir assurer ses missions régaliennes de sécurité et de défense des institutions de l'Etat et donc de garantie de l'intégrité de son territoire national. Toute chose impérative, car les groupes sécessionnistes s'investissent davantage dans des manœuvres de para-terrorisme de casino marquées par une forte libido de contrôle, hors souveraineté, de certaines parties territoriales de ce pays. De ce fait, et pour que force reste à la loi et à la stabilité séculaire reconnue au Cameroun, le gouvernement va s'investir dans une logique de pacification forcée à visage zébré de maintien de l'ordre. Celle-ci oscille entre les variables cumulatives stratégiques, opératives et tactiques de la défensive, de l'offensive et de la négociation post-neutralisation des insurgés-sécessionnistes.

Introduction

Les guerres de contre-insurrection sont vraisemblablement les plus redoutables de la polémologie-monde, c'est-à-dire de tous les types de conflits connus sur le globe terrestre. Définies comme étant « *l'ensemble des actions militaires, paramilitaires, politiques, économiques, psychologiques et civiles prises par un Gouvernement pour défaire l'insurrection* »¹, les guerres de contre-insurrection ébranlent les systèmes de défense et de sécurité des Etats, y compris ceux des grandes puissances militaires mondiales. La défaite des Etats-Unis au Vietnam, celle de la France en Indochine et celle de la Russie en Afghanistan sont symptomatiques de cet état des faits. A tous égards, les guerres de contre-insurrection, en l'occurrence la maîtrise de celles-ci par les forces loyalistes de défense et de sécurité, restent un challenge remarqué pour les Etats. Les travaux de David Galula, relatifs à la « *théorie et pratique* » de la « *contre-insurrection* » illustrent bien cet énoncé². L'auteur opine en effet

¹ Document réglementaire Américain, cité par Hervé de Courrèges, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nin, *Principes de contre-insurrection*, Paris, Economica, 2010, p. 9

² David Galula, *Contre-insurrection : théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008, 215 pages

que pour gagner ces guerres, il faut mobiliser des stratégies et tactiques syncrétiques aux « *principes de contre-insurrection* » étudiés, entre autres, par Hervé de Courrège, Emmanuel Germain et Nicolas le Nen³.

Dans cette perspective, la contre-insurrection sécessionniste menée par le Cameroun depuis 2017 dans sa partie d'expression anglaise, trivialement appelée Noso, fait œuvre d'école. Celle-ci met en saillance l'intelligence stratégique et tactique d'un pays tropical engagé dans une « *guerre moderne* » au sens de Robert Trinquier⁴, c'est-à-dire une guerre non conventionnelle. A proprement parler, il s'agit d'un type de guerre dont la complexité est avérée, notamment en termes de réponse gouvernementale, car intégrant le champ des « *guerres urbaines* » élaborées par Antonin Tisseron⁵. Au demeurant, ces dernières, parce qu'elles font le lit du terrorisme travaillé par les pratiques ogres des insurgés, elles structurent la dynamique de « *brutalisation* » dont rend compte Josépha Laroche⁶.

En effet, le fort intérêt heuristique et pratique porté à l'analyse de la réponse contre-insurrectionnelle du Cameroun dans la crise du Noso vient de ce que ce pays se construit progressivement comme entité politique jouissant d'une autosuffisance sécuritaire certaine. Autant relever qu'à l'aube de son indépendance politique proclamée le 1^{er} janvier 1960, la France, ancienne métropole du Cameroun, assurait à ce dernier sa défense et sa sécurité interne, notamment au nom des accords de défense et d'assistance militaire technique. C'est dire que les précédents accords, dérivés du parte colonial camerounais du 26 décembre 1959, et signés le 13 novembre 1960 puis renouvelés en 1974, plaçaient le Cameroun sous assistantat stratégique et sécuritaire. Autant relever, à toutes fins utiles, que la lutte contre le maquis au Cameroun entre 1955 et 1974 avait été menée par l'armée française sous l'empire desdits accords. Toute chose qui pourrait s'expliquer par la jouvence de l'armée camerounaise créée en 1959⁷.

L'émancipation stratégique et sécuritaire du Cameroun aidant, ce pays va accroître ses capacités en matière de défense et de sécurité. A ce titre, il va se doter d'une logistique militaire conséquente et d'un savoir faire stratégique et tactique remarqué. A travers eux, le Cameroun va s'illustrer comme pays d'Afrique compté parmi ceux qui ont pu assurer leur défense contre les agressions extérieures, comme celles de Boko Haram et policer la violence à l'intérieur de ses frontières nationales, en l'occurrence celle du Noso. Il faut souligner que le premier aspect s'est avéré relativement plus facile à gérer c'est-à-dire la défense nationale contre les attaques terroristes de Boko Haram venant du Nigeria voisin. En revanche, le second, c'est-à-dire la contre-insurrection sécessionniste au Noso en a appelé à l'inférence d'un savoir *sui-generis* en termes de stratégie et de tactique. Ceci vient du fait que la contre-insurrection sécessionniste en question a une physionomie hybride de guerre et de sécurité à variante maintien de l'ordre⁸-maintien de la paix. Ici, le solipsisme actantiel du Cameroun est

³ Hervé de Courrège, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nen, *Principes de contre-insurrection*, Paris, Economica, 2010, 129 pages

⁴ Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Paris, Economica, 2013, 107 pages

⁵ Antonin Tisseron, *Guerres Urbaines : Nouveaux métiers, nouveaux soldats*, Paris, Economica, 2007, 115 pages

⁶ Josépha Laroche *La brutalisation du monde - Du retrait des Etats à la décivilisation*, Liber Canada, 2011, 188 pages

⁷ Ordonnance n° 59/57 du 11 novembre 1959, portant création de l'Armée camerounaise et organisation générale de la Défense

⁸ Dans son rapport du 12 décembre 2017, Défenseur des droits définit le maintien de l'ordre comme étant l'« *ensemble des opérations de police administrative et judiciaire mises en œuvre par des forces de sécurité à l'occasion d'actions organisées ou spontanées, hostiles ou bienveillantes, violentes ou pacifiques, à caractère revendicatif ou festif, se déroulant sur la voie publique ou dans des lieux publics* ». Lire : Défenseur des droits,

fortement observé c'est-à-dire que le Cameroun mène en solitaire cette contre-insurrection. Ainsi, la magnificence de cette dynamique contre-insurrectionnelle est conceptualisée aux travers de la théorie dite de *sécurocratie irénologique de cow-boy*. Importe-t-il de préciser qu'en l'espèce la paix et l'unité nationale restent les seuls déterminants explicatifs de l'attitude gouvernementale qui s'évite à entrer dans une « *guerre totale* »⁹ voire « *absolue* »¹⁰ au NOSO. Toujours est-il qu'il manœuvre avec dextérité pour que force reste à l'ordre public et à l'unité nationale.

Somme toute, les précédents énoncés induisent une interrogation qui s'impose tel un impératif catégorique. Celle si se décline ainsi qu'il suit : Le Cameroun fait-il montre d'une pensée stratégique et d'une praxis tactique spécifiques de contre-insurrection sécessionniste au Noso qui justifient de la modélisation conceptuelle de sécurocratie irénologique de cow-boy ?

La réponse à cette interrogation opère par la positive. Sa systématisation passe par les grilles de lecture des théories de contre-insurrection et de l'art de la guerre. Elle investit dès lors deux axes fondamentaux. Le premier a trait à la pensée stratégique contre-insurrectionnelle sécessionniste du Cameroun au Noso (I). Le second, quant à lui, a trait à l'écume de la praxis tactique camerounaise de contre-insurrection sécessionniste au Noso (II).

I – PENSEE STRATEGIQUE CONTRE-INSURRECTIONNELLE SECESSIONNISTE DU CAMEROUN AU NOSO : ENTRE PACIFISME ESSENTIALISTE ET ESSENTIALISME SECURITAIRE

L'éclectisme du concept de stratégie exige fort opportunément que soit dressée sa sémiologie en vue de cerner le sémantisme de la pensée stratégique contre-insurrectionnelle du Cameroun au Noso. Autant rappeler que plusieurs auteurs se sont investis à la définition du concept de stratégie notamment dans le champ de la polémologie. Selon Antoine Henri de Jomini, la stratégie est « *l'art de faire la guerre sur la carte* »¹¹. Dans cette perspective, Carl Von Clausewitz postulera que, la stratégie « *établit le plan de guerre et fixe en fonction du but en question une série d'actions propres à y conduire* »¹². S'accordant avec Clausewitz sur le lien entre l'action de l'armée et le politique, le Général André Beaufre perçoit la stratégie comme étant « *l'art d'employer les forces militaires pour atteindre les résultats fixés par la politique* »¹³. Ainsi abordée, la stratégie a une consubstantialité avec la prospective c'est-à-dire qu'elle est portée par une vision ou un projet mental. C'est justement ce qui donne sens à

« *Le maintien de l'ordre au regard des règles de déontologie* », Rapport, 12 décembre 2017, p. 5. Pour en savoir davantage sur la question, lire : Christian Ghirlanda, *Diriger le maintien de l'ordre*, Paris, Nuvis, 2019, 260 pages

⁹ Le concept de « *guerre totale* » a été inventé par Ludendorff, notamment comme le rappelle Thomas Lindemann. Lire à ce sujet : Thomas Lindemann « Ludendorff et la guerre totale. Une approche perceptuelle », in François Géré, Thierry Widemann, *La guerre totale*, Paris, Economica, 2001, pp. 23-37. En effet, Lattre, cité par Thierry Widemann, définit la « *guerre totale* » comme étant « *la guerre menée dans tous les domaines, politique, économique et militaire* ». Lire : François Géré, Thierry Widemann, *Ibid*, P. 117

¹⁰ Pour en savoir davantage sur le concept de « *guerre absolue* », lire : Hervé Guineret, « De la guerre absolue à la guerre totale : Que nous apprend Clausewitz ? », in François Géré, Thierry Widemann, *Op. Cit*, pp. 71 – 87. En effet, Clausewitz souligne que « *la « guerre absolue » est caractérisée par une fin et un moyen. La fin est l'anéantissement de l'adversaire tandis que le moyen pour y parvenir est la violence poussée à l'extrême* ». Lire : Thomas Lindemann, *Op. Cit*, p. 23

¹¹ Antoine Henri de Jomini, cité par Arnaud Blin, Gérard Chaliand, in Arnaud Blin, Gérard Chaliand *Dictionnaire de stratégie*, Perrin, 2016, p. 861

¹² Carl Von Clausewitz, cité par Arnaud Blin, Gérard Chaliand, in Arnaud Blin, Gérard Chaliand *Op Cit.*, p. 861

¹³ Général André Beaufre, Cité par Arnaud Blin, Gérard Chaliand, *Ibid*, p. 862

l'idée de pensée stratégique c'est-à-dire une dialectique cognitive sur le projet d'action militaire pour des résultats escomptés par le politique. La lutte contre-insurrectionnelle du Cameroun au Noso n'échappe pas à cette dynamique.

Dès lors, la pensée stratégique de contre-insurrection sécessionniste du Cameroun au Noso mettra en union sacrée la « paix » à travers l'irénologie, et l'ordre portée par la séurocratie ». Autrement dit, la pensée stratégique en question repose fondamentalement sur une philosophie essentialiste de séurocratie pacifiste (A) enjolivée d'un esprit doctrinal essentialiste d'anticonformisme de l'apoptose sécuritaire (B).

A – Philosophie essentialiste d'une séurocratie pacifiste du gouvernement

Parce que le Cameroun est présenté comme un pays de paix, notamment au regard de la stabilité séculaire qui le caractérise, il s'investit à conserver cette valeur cardinale en ce qui concerne sa politique de contre-insécurité. C'est certainement ce qui explique sa pensée stratégique pacifiste de contre-insurrection sécessionniste au Noso. La dynamique essentialiste du pacifisme susmentionné repose ainsi sur les prescriptions faites par le gouvernement pour mettre fin aux mouvements querellés c'est-à-dire à l'insurrection appréhendée comme étant un « *mouvement organisé qui vise à renverser un gouvernement constitué par la subversion et le conflit armé* »¹⁴. En effet, les prescriptions gouvernementales en référence portent sur deux supports majeurs à savoir le maintien de l'ordre Contre-insurrectionnel pacifié (1) et la défense populaire (2).

1 – Le maintien de l'ordre contre-insurrectionnel pacifié

L'oxymore conceptuel construit autour du maintien de l'ordre contre-insurrectionnel pacifié explique fondamentalement la pensée stratégique du Cameroun dans sa contre-insurrection au Noso. En effet, les théories du maintien de l'ordre mettent généralement en scène les services et forces de sécurité notamment de la police et de la gendarmerie. Or, le Cameroun mobilise comme fer de lance actantiel de sa contre-insurrection au Noso le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR), qui est une force d'élite ou alors ce qu'il est convenu d'appeler avec Eric Dénécé une « *force spéciale* »¹⁵. Logiquement, une cryptanalyse herméneutique de la mobilisation du BIR dans la contre-insurrection sécessionniste du Cameroun au Noso aurait pu amener à opiner que ce pays opte ici pour une guerre absolue ou une « *guerre totale* » telle qu'élaborée par François Géré et Thierry Widemann¹⁶. Et pourtant, il n'en est pas le cas, car le Cameroun n'a jamais engagé le BIR dans une dynamique de guerre au Noso, mais plutôt dans une dynamique de maintien de l'ordre. Cependant, le fait pour cette force d'être sur le théâtre des opérations contre-insurrectionnelles, connaissant ses missions, induit l'opérationnalité subreptice des actes de « *guerre absolue* » au sens clausewitzien¹⁷.

Toujours est-il que le Cameroun considère que les mouvements insurrectionnels sécessionnistes du Noso sont mimétiques aux mouvements sociaux normaux observés parfois dans ce pays, en l'occurrence les émeutes de la fin de 2008, les villes mortes de 1992 et les

¹⁴ Document réglementaire Américain, cité par Hervé de Courrèges, Emmanuel Germain, Nicolas Le Nin, *Principes de contre-insurrection*, Op. Cit. pp. 9 - 10

¹⁵ Eric Dénécé, *Commandos et forces spéciales*, Ouest-France, 2011, 185 pages

¹⁶ François Géré, Thierry Widemann, *La guerre totale*, Paris, Economica, 2001, 209 pages

¹⁷ Clausewitz souligne que « *la « guerre absolue » est caractérisée par une fin et un moyen. La fin est l'anéantissement de l'adversaire tandis que le moyen pour y parvenir est la violence poussée à l'extrême* ». Lire : Thomas Lindemann, in François Géré, Thierry Wedeman, *La guerre totale*, Op. Cit, p. 23

violences politiques postélectorales de 2018. A ce titre, l'idée de maintien de l'ordre reste l'unique mesure perspectiviste du gouvernement. De manière prosaïque, le Cameroun fait montre, en l'espèce, de tolérance stratégique c'est-à-dire de dilution de sa force de feu tactique dans sa lutte contre-insurrectionnelle au Noso. En effet, la tolérance gouvernementale se lie à l'avance à travers ses slogans, notamment celui de la politique du « *vivre ensemble* ».

Néanmoins, plus qu'un slogan, le « *vivre ensemble* » semble être un bien commun national qui structure à tout jamais la pensée stratégique du Cameroun dans sa lutte contre-insurrectionnelle au Noso. Ce « *vivre ensemble* » place en avant-garde la paix, l'harmonie sociale et l'indivisibilité du pays. Or, les faits imparables rendent compte de l'effectivité des mouvements insurrectionnels sécessionnistes au Noso. Ce qui en appelle à l'action publique, notamment à une intervention contre-insurrectionnelle. Toutefois, le gouvernement va s'abstenir de mobiliser ici une réponse sacrificielle. De ce point de vue, il mettra en place une stratégie douce de séurocratie irénologique c'est-à-dire une dynamique sécuritaire emprunte d'esprit de pacification.

C'est dire que le gouvernement central ne va pas considérer les protagonistes du NOSO comme des ennemis de la nation. Vraisemblablement, ils seront plutôt perçus comme des « fils prodiges » appelés à être exorcisés pour qu'enfin ceux-ci soient réintégrés dans la nation. La mise sur pied d'une institution nationale appelée à favoriser le DDRR¹⁸ en est une illustration parfaite. Autant comprendre par ailleurs que la mansuétude gouvernementale va l'amener à absoudre les anciens combattants du Noso. Ainsi, le Cameroun n'entend pas rejeter ses nationaux. D'ailleurs, il s'appuie sur ceux qui peuvent l'accompagner dans sa mission de défense et de sécurité nationale. C'est la raison pour laquelle le gouvernement central s'investit à construire sa doctrine stratégique de contre-insurrection sécessionniste au Noso sous l'empire de la défense populaire.

2 – La défense populaire contre-insurrectionnelle pacifiée

Il est de plus en plus imparable de postuler que le Cameroun fait désormais de la défense populaire le socle granitique de sa doctrine de défense et de sécurité. La structure généalogique de ladite doctrine permet de justifier cet énoncé. En effet, c'est depuis 1975, avec la lutte contre le maquis, qu'Amadou Ahidjo, premier Président du Cameroun, a mobilisé ce concept. Les travaux de Mahamat Ahmed Kotoko le démontrent à suffisance¹⁹. Cependant, c'est avec Paul Biya que la systématisation et la conceptualisation doctrinale de la défense populaire seront formalisées au Cameroun. Ainsi, la défense populaire sera définie par Paul Biya comme étant « *la symbiose entre l'armée et le peuple pour faire face aux menaces contre la nation* »²⁰. Pour ce dernier auteur, cette symbiose « *implique des rapports harmonieux entre l'armée et les populations qui devront constituer les supports permanents* ». A tous égards, la défense populaire est une coalition de cause et d'actions entre les forces de défense, les services de sécurité et le peuple en vue de la garantie de la sécurité de la nation. Ce syncrétisme symbiotique des causes et des actions des composantes suscitées

¹⁸ Pour aller loin sur le DDRR, lire : Paul Haéri, *De la guerre à la paix : pacification et stabilisation post-conflit*, Paris, Economica, p. 268

¹⁹ Mahamat Ahmed Kotoko, *La défense populaire au Cameroun : Comprendre un concept*, Yaoundé, L'Harmattan, 2020, 216 pages

²⁰ Paul Biya, Discours prononcé le 9 novembre 1985 à l'occasion de la sortie des élèves officiers d'Armées de l'EMIA

s'opère à des niveaux divers. Prioritairement, il s'exerce sur le champ du renseignement et de la logistique.

En effet, la pensée stratégique contre-insurrectionnelle sécessionniste du Cameroun au Noso accorde une place substantielle à la défense populaire. Pour les stratèges camerounais, c'est à travers elle que la victoire des forces de défense et des services de sécurité sur les insurgés est escomptée. Du reste, le gouvernement central du Cameroun a fait l'expérience des avantages stratégiques de la défense populaire. C'est ce qui est révélé par l'histoire des luttes contre les menaces internes de ce pays depuis le maquis en passant par le terrorisme de Boko Haram.

Sachant la complexité que représente la contre-insurrection, davantage celle du Noso où le terrorisme fantomal est mis en évidence, le Cameroun a pensé à en référer au peuple. Ce dernier constitue, pour les stratèges camerounais, le point par lequel les forces combattantes loyalistes devront s'appuyer pour glaner les informations leur permettant de neutraliser les insurgés fondus parmi le peuple. C'est aussi ce peuple qui se constituera comme guide géostratégique de l'armée nationale c'est-à-dire des aiguillons de l'armée pour une maîtrise géographique du théâtre des opérations militaires et surtout pour la subjugation des pratiques guerrières des insurgés terroristes.

Il faut faire remarquer que les insurgés terroristes en référence font usage, dans leurs pratiques guerrières, des gris-gris qui les rendent invulnérables aux armes à feu et aux armes blanches. En clair, avec les totems de ces combattants insurgés terroristes, ces derniers ne peuvent ni n'être atteints par les armes à feu, ni être blessés par les armes blanches. Ainsi, c'est le peuple, notamment les initiés à ces pratiques, qui livrera le secret de l'antidote à l'armée régulière. En cela, la pensée stratégique de contre-insurrection sécessionniste du Cameroun s'est fondamentalement appuyée sur le peuple à travers la défense populaire, pour la sécurité et la pacification du Noso.

En tout état de cause, même si le Cameroun s'est évité à entrer dans une guerre totale contre ses nationaux insurgés sécessionnistes terroristes, il marque tout de même dans sa pensée stratégique de contre-insurrection une doctrine spécifique. C'est bien celle de l'essentialisme d'un anticonformisme de l'apoptose sécuritaire.

B – Doctrine essentialiste d'un anticonformisme de l'apoptose sécuritaire

Ne pas vouloir s'investir dans une guerre totale contre les insurgés sécessionnistes terroristes du Noso ne signifie pas pour autant se laisser engager dans une autodestruction par ces derniers du tissu sécuritaire et de la stabilité nationale. C'est tout le sens de la doctrine essentialiste de l'anticonformisme de l'apoptose sécuritaire dérivée de la pensée stratégique de contre-insurrection sécessionniste du Cameroun au Noso. Bien évidemment, le construit conceptuel d'apoptose sécuritaire pourrait poser un problème s'il n'était pas clarifié. En effet, l'apoptose, emprunté à la médecine, renvoie à une situation où l'organisme engage une autodestruction de ses cellules. L'analogie ici tient au fait que les insurgés sont véritablement considérés comme faisant partie du tissu social et donc du peuple camerounais. Ainsi, s'il se livre à une déstabilisation de la sécurité du pays, il fait œuvre d'apoptose sécuritaire nationale. Ceci dit, il est donc impératif que soit barrée la voie à cette dynamique. C'est ce qui donne sens à la logique anticonformiste, c'est-à-dire au rejet de l'inconfort insurrectionnel sécessionniste du Noso. Ce rejet se traduit en théorie par l'inacceptation du chaos des institutions nationales (1) et l'intolérance du pan-criminalisme au Noso (2)

1 – L'inacceptation d'un chaos des institutions nationales

Parce que la constitution est une institution républicaine et parce cette dernière consacre le Cameroun comme Etat unitaire, le gouvernement central se refuse de voir son territoire national balkanisé. Il va sans dire que des débats sans fin pourraient subsister quant aux revendications initiales des leaders des mouvements insurrectionnels sécessionnistes du Noso. Ceux-ci portent d'ailleurs la marque d'un ancien débat historiquement connu. Sans y revenir, même s'il est avéré que son spectre hante toujours la question de l'anglophonie au Cameroun, il apparait que l'Etat défend au plus profond de ses capacités son unité nationale. C'est justement cette idée qui structure la posture du gouvernement en ce qui concerne sa doctrine essentialiste d'anticonformisme possiblement producteur d'un chaos des institutions nationales.

En effet, l'insurrection sécessionniste du Noso est travaillée, à bien des égards, par un projet de fragmentation multipolaire du Cameroun. Ceci s'explique par le fait qu'il n'existe pas au Noso un homomorphisme anthropologique des populations dites anglophones. Fondamentalement, il ressort que la zone du pays en question est constituée par des populations originaires des régions de l'Ouest et du littoral, avec bien entendu une minorité d'« autochtones ». D'ailleurs, des frictions existent très souvent entre les populations des deux précédentes régions, c'est-à-dire celles du Noso. Autant dire que cet énoncé ne suffit pas à occulter la question, à moins d'être subjectif et gouverné par des prénotions axiologiques. Mais, la constance reste rédhibitoire, notamment celle de l'absence d'un holisme entre les meneurs de l'insurrection sécessionniste du Noso. L'image des multiples auto-proclamations des indépendances d'« Etats fantoches », en l'occurrence la « *République de l'Ambazonie* », entre autres, en est une illustration. Autrement dit, le Noso, à l'aube de l'insurrection sécessionniste, était désormais constitué de plusieurs microstructures gouvernées par des chefs militaires dissidents, déserteurs ou révoqués de l'armée régulière, mais également des criminels de tout bord. Il était donc urgent pour l'Etat central d'éviter de sombrer dans une industrie pan criminalistique dans la zone du Noso.

2 – L'intolérance du pan-criminalisme au Noso

L'industrie du crime orchestrée par l'insurrection sécessionniste du Noso a modulé la pensée stratégique du Cameroun en ce qui concerne sa réponse contre-insurrectionnelle. En effet, autant le gouvernement a mis l'accent sur la pédale douce en termes de riposte musclée, autant il pose la sécurité comme impératif de la contre-insurrection du Noso. Cette ambivalence vient de ce que la pensée stratégique de contre-insurrection du Cameroun au NOSO est placée sous le diptyque de l'essentialisme d'une sécurocratie pacifiée et de l'essentialisme d'un impératif sécuritaire. Cependant, la variable dominante reste celle de l'impératif de sécurité. Au juste, aucune organisation politique ne s'accommode de l'insécurité. Pis encore, aucun Etat ne se considère comme tel lorsque l'insécurité devient la règle à l'intérieur de ses frontières nationales. D'ailleurs, la garantie de la sécurité par l'Etat reste un principe cardinal de la détermination de sa souveraineté. De manière prosaïque, l'insécurité ébranle l'Etat et lui enlève sa considération par ses nationaux désormais appelés à assurer leur propre sécurité du fait de la faillite de l'Etat ou de l'impuissance sécuritaire de l'Etat. C'est justement la raison pour laquelle le Cameroun s'est résolument engagé à sécuriser le Noso au nom du principe de la garantie de la sécurité nationale par l'Etat. Dans cette perspective, sa pensée stratégique de contre-insurrection au Noso voguera vers une intolérance du pan-criminalisme dans cette région de son pays.

En tout état de cause, l'intolérance du pan-criminalisme au Noso par l'Etat du Cameroun dans sa pensée stratégique de contre-insurrection suppose que le gouvernement mobilise tous les moyens possibles pour enrayer l'insécurité dans cette partie du territoire national. Dans cette perspective, le Cameroun s'est engagé dans une action musclée de contre-insurrection notamment dans sa praxis tactique. Ici, la défensive et l'offensive seront en imbrication géostratégique et tactique.

II – PRAXIS TACTIQUE CONTRE-INSURRECTIONNELLE SECESSIONNISTE DU CAMEROUN AU Noso : ENTRE DEFENSIVE DU MAINTIEN DE L'ORDRE ET MAINTIEN DE L'ORDRE PAR L'OFFENSIVE

La tactique est induite par la stratégie qui lui donne ses lignes cognitives objectales. Ainsi, si la stratégie connaît un usage « *quasi anarchique* »²¹ comme le souligne Jean Paul Charnay, sa fille, la tactique, n'en est pas épargnée. C'est dire, en l'espèce, que l'ultracrépidarianisme qui irrigue le champ sémiologique de la stratégie et de la tactique devrait pouvoir y être expurgé pour éviter tout quiproquo. Autrement dit, il est impératif de sortir de l'illusion du sémantisme évident du terme tactique perçu par Antoine Henri de Jomini comme étant « *l'art de combattre sur le terrain (...)* »²². Toute chose qui proclame une réelle consubstantialité entre savoir faire guerrier et connaissance de la guerre. Autrement dit, la tactique en appelle aux aspects théoriques et pratiques, notamment comme le souligne opportunément le général Michel Yakovleff²³. Autant comprendre ici le sens de la terminologie de « *praxis tactique* » de la contre-insurrection sécessionniste du Cameroun au Noso. A tous égards, il est fondamentalement question de mettre en relief deux axes analytiques. Le premier est un exposé sur le stress sécuritaire forgé autour du maintien de l'ordre à tactique défensive (A). Le second, en revanche, est un développement structuré du dé-stress du maintien de l'ordre par la tactique offensive (B).

A – Stress sécuritaire du maintien de l'ordre par la défensive

Rattachée à la pensée stratégique de contre-insurrection sécessionniste pacifiée, la tactique qui en est résultée, de prime abord, a été celle de maintien de l'ordre contre-insurrectionnel par la défensive. Dans cette perspective, l'Etat se devait de défendre les institutions et de garantir la sécurité dans la zone du Noso en repoussant ou en matant toute velléité d'insurrection sécessionniste. L'attentisme qui y a été observé a permis de constater que la tactique de maintien de l'ordre contre-insurrectionnel par la défensive ne pouvait que faire *long feu* eu égard à la méga nuisance du *para-terrorisme de casino* observé au Noso (A). De ce point de vue, un changement de paradigme viendra formaliser un véritable dé-stress sécuritaire grâce au maintien de l'ordre contre-insurrectionnel à tactique offensive (B).

1 – La méga nuisance du para-terrorisme de casino

L'insurrection sécessionniste du Noso est fortement marquée par le spectre d'un terrorisme tropical affairiste. En effet, les mouvements insurrectionnels sécessionnistes observés au Noso depuis 2017 font état des pratiques terroristes *sui-generis* auréolées par l'aura de la *mafia-terrorisme*. Au juste, il y est perpétré des actes terroristes à déterminants pécuniaire sur des enfants, entre autres, notamment dans des écoles. Aussi, les populations du Noso sont astreintes à une *méta-fiscalité* pirate en guise de leur assurance-vie, c'est-à-dire pour un évitement de torture terroriste familialement transmissible.

²¹ Jean Paul Charnay, cité par Arnaud Blin, Gérard Chaliand, Ibid, p. 860

²² Antoine Henri de Jomini, Cité par Arnaud Blin, Gérard Chaliand, Ibid, p. 861

²³ Gébéral Michel Yakovleff, *Tactique théorique*, Paris, Economica, 2^e éd, 2009, 669 pages

Revenant sur la vénalité des actes terroristes perpétrés sur les enfants dans les établissements scolaires du Noso, le cas mondialement connu de l'attaque de Koumbo est substantiellement évocateur. En l'espèce, une junte terroriste du Noso, avait fait irruption dans le bureau de la promotrice d'une école primaire pour lui demander de payer les frais d'« assurance-quiétude » dans son établissement. La fin de non recevoir opposée à la junte terroriste en question, du fait d'un paiement antérieur à une autre junte terroriste, vaudra en représailles, une attaque sur les enfants. Celle-ci donnera lieu à un bilan de six (6) enfants tués à l'arme blanche et plusieurs enfants blessés.

Autant dire que les juntas sécessionnistes terroristes en action au Noso, sont d'une hétérogénéité émulsive, concurrente et xénophobe. Toute chose qui trahit l'œuvre d'un projet structurellement marbré sur un fonds de commerce terroriste. C'est lui qui donne sens à la construction conceptuelle de *para-terrorisme de casino*. Or, ce casting tue par lui-même l'insurrection sécessionniste et fait de ses actants des ennemis de la nation.

En tout état de cause, ce *para-terrorisme de casino* est producteur d'une nuisance remarquée. Parce ce qu'il s'agit désormais d'un fonds de commerce, les actes terroristes des juntas commerciales du crime seront multipliés. Des barrières-comptoir seront alors érigées dans la région par ces agents du terrorisme à la sauvette. Dès lors, la région du Noso entrera dans un « tsunami » de l'insécurité. Pour y faire face, le gouvernement central va s'engager dans une dynamique de maintien de l'ordre contre-insurrectionnel à tactique défensive. Au juste ce dernier va se révéler inadapté.

2 – L'effet retard du maintien de l'ordre classique par la défensive

En théorie, les guerres défensives sont très souvent frappées du sceau de la défaite de celui qui se défend. Gaston Bouthoul souligne, en effet, que la guerre défensive « *est la guerre de celui qui n'en a pas envie et qui est obligé de se battre parce qu'il est attaqué* » Pour cet auteur au juste, la guerre défensive apparaît comme n'étant qu'un « *reflexe vital de défense* »²⁴. Autant souligner, pour éviter tout procès d'intention, que les guerres défensives ne donnent pas toujours défaut celui qui se défend. Toutefois, celles-ci ne résistent pas toujours à l'effet de surprise mobilisé par celui qui attaque celui qui se défend. C'est toute la réalité des guerres asymétriques terroristes et insurrectionnelles. L'exemple de la guerre de contre-insurrection sécessionniste du Cameroun au Noso, à l'aune du maintien de l'ordre par la défensive, en est une illustration suffisante.

En effet, la tactique de la défensive opérationnalisée dans le cadre du maintien de l'ordre contre-insurrectionnel du Cameroun au Noso, au lendemain des mouvements insurrectionnels sécessionnistes de cette partie du pays, s'est avérée inefficace. Elle a plutôt donné lieu à un véritable « *désastre stratégique* » c'est-à-dire à une défaite militaire certaine voire politico-militaire de l'Etat central du fait de l'effet de surprise des insurgés terroristes. Au juste, les insurgés terroristes, parce qu'ils ont mis en relief une manœuvre guerrière complexe auréolée par des pratiques sorcières de *soldats-mirage* c'est-à-dire invisibles, ils ont décapité et tué en cascade les forces de maintien de l'ordre de l'Etat central notamment des gendarmes et policiers. Toute chose qui a donné lieu au « *désastre stratégique* » observé dans la première phase de la contre-insurrection du Cameroun au Noso.

²⁴ Gaston Bouthoul, *Traité de polémologie : sociologie des guerres*, Paris, Payot, 1961, P. 452

A tous égards, et comme le soulignent à juste titre Arnaud Blin et Gérard Chaliand, le désastre stratégique « *provoque (...) un choc psychologique important, et dont il est difficile de se relever à court terme, sur l'armée ou sur la nation qui le subit* »²⁵. En effet, le désastre stratégique en question a corrélativement provoqué une « *humiliation nationale* »²⁶ au Cameroun. Il faut se souvenir, pour s'en convaincre, que les chefs de guerre du Noso, se sont rendus maîtres de certaines portions de cette partie du territoire national camerounais et en ont assuré le contrôle en souverain. Aussi, faut-il se souvenir des multiples attaques dans les villes et villages du Noso *au grand-dame* des forces de maintien de l'ordre engagées dans un maintien de l'ordre contre-insurrectionnel à variante défensive. Ainsi, s'est installé ici un véritable stress sécuritaire.

Face à cette situation de stress sécuritaire, le Cameroun sera amené à changer de paradigme en ce qui concerne sa tactique de contre-insurrection au Noso. C'est alors que la défensive du maintien de l'ordre contre-insurrectionnel va céder la place à l'offensive, stimulus du dé-stress sécuritaire.

B – Dé-stress sécuritaire du maintien de l'ordre par l'offensive

La très forte capacité de nuisance des attaques terroristes des insurgés sécessionnistes du Noso, productrice de stress sécuritaire induit par le « *désastre stratégique* » de la défensive, a donné lieu à une reconfiguration tactique de l'Etat central. En clair, la place sera désormais cédée à l'offensive. Ici, le primat est accordé, non plus à la défense, mais plutôt à l'attaque. Bref, il sera ouvert, en l'espèce, le boulevard de la guerre offensive.

Autant dire avec Arnaud Blin et Gérard Chaliand que la guerre offensive est « *la guerre de celui chez lequel existe la plus haute impulsion belliqueuse* »²⁷. Les précédents auteurs soutiennent d'ailleurs que celui qui s'engage dans une guerre offensive « *a la certitude ou l'illusion, d'être le plus fort, le plus riche, le plus puissant* »²⁸. Ceci suppose la maîtrise de deux pôles de connaissances. Le premier rend compte de la connaissance des techniques de combat, *lato sensu*, la connaissance du type de combat et la connaissance du lieu de combat. C'est d'ailleurs dans cette perspective que Mao Zedong postule que « *quiconque est en charge de mener une guerre doit étudier les lois de la guerre. Quiconque est en charge de mener une guerre révolutionnaire doit étudier les lois de la guerre révolutionnaire. Quiconque est en charge de mener une guerre révolutionnaire en Chine, doit étudier les lois de la guerre révolutionnaire chinoise* »²⁹. Le second en revanche table sur la connaissance de soi et la connaissance de son ennemi. Il est porté par la pensée de Sun TZU qui soutient que celui qui se connaît et connaît son ennemi aura cent victoires pour cent combats, et que par ailleurs, celui qui se connaît et ne connaît pas son ennemi, aura cinquante victoires pour cent combats³⁰.

²⁵ Arnaud Blin, Gérard Chaliand, *Dictionnaire de stratégie*, Op ? Cit, p. 252

²⁶ Selon Arnaud Blin et Gérard Chaliand, « *l'humiliation nationale qui résulte d'un désastre stratégique produit souvent des effets à long terme : effort de reconstruction militaire (...) et économique (...). Refus de s'engager (Etats-Unis et le syndrome du Vietnam. Une défaite militaire apparemment sans grande importance peut se transformer en un désastre politique car les effets d'une telle défaite sont parfois multipliés, notamment dans les sociétés où l'opinion publique et les médias occupent une place de choix* » (Arnaud Blin, Gérard Chaliand, Op. Cit, p. 252).

²⁷ Arnaud Blin, Gérard Chaliand, *Dictionnaire de stratégie*, Ibid, p. 252

²⁸ Ibidem

²⁹ Mao Zedong, *Stratégie de la guerre révolutionnaire chinoise*, 1936, cité par David Galula, Op ? Cit, p. 1.

³⁰ Sun TZU, *L'art de la guerre*, Paris, Flammarion, 2008, 338 pages

Fort de ces prénotions, le Cameroun, dans sa dynamique de maintien de l'ordre contre-insurrectionnel par l'offensive s'est inscrit dans un double mouvement. L'un s'inscrit dans la mise en service du BIR, c'est-à-dire la force spéciale de défense qui a toujours enrayé les menaces à la sécurité du Cameroun (1). L'autre, en revanche, structure la dynamique irénologique de la contre-insurrection pacifiée du Cameroun au Noso à travers la mise en place d'un DDR *sui-generis* (2).

1 – La mise en service du Bataillon d'Intervention Rapide (BIR)

Nonobstant le « *désastre stratégique* » essuyé par le Cameroun dans sa dynamique de maintien de l'ordre contre-insurrectionnel par la défensive très au lendemain de l'insurrection, l'Etat central n'a pas lâché prise quant à son option de *sécurocratie irénologique*, c'est-à-dire de sécurité pacifiée au Noso. Mais, pour que force reste à la souveraineté, le Cameroun s'est orienté vers le maintien de l'ordre contre-insurrectionnel par l'offensive. Dans cette perspective, le Bataillon d'Intervention Rapide (BIR), véritable fer de lance de la défense et de la sécurité du Cameroun, entrera en scène. La logistique de cette force spéciale lui sera d'un apport substantiel dans la magnétique de la stratégie et de la tactique pensées par l'Etat central.

Autant dire en effet que la logistique est le socle matriciel de la stratégie et de la tactique. Martin Van Creveld perçoit la logistique comme étant « *l'art pratique de déplacer des armées et d'assurer leur approvisionnement* »³¹. Dans la même veine, Eric Muraise dit de la logistique qu'elle est « *l'art de mouvoir et soutenir les troupes d'après des exigences tactiques et stratégiques* »³². Somme toute, et comme le souligne à suffisance George Thorpe, « *si la stratégie et la tactique ont pour fonction la conduite de la guerre, la logistique fournit les moyens de la conduire* »³³. En cela, la logistique est le porte étendard de la conduite de la guerre sur le terrain. Le BIR s'en est fondamentalement servi dans le cadre du maintien de l'ordre contre-insurrectionnel sécessionniste au Noso.

Hormis la logistique d'appoint du BIR, cette force spéciale mettra en exergue son savoir faire guerrier aux travers de sa manœuvre militaire. Importe-t-il de souligner, à juste titre d'ailleurs, que la manœuvre est selon le Général Michel Yakovleff, « *la combinaison du feu et du mouvement* » et *a pour finalité la victoire tactique* »³⁴. En effet, le BIR s'est lancé dans des opérations d'attaque contre les camps des insurgés sécessionnistes terroristes du Noso. Sa manœuvre aéroterrestre, soutenue par des drones, des avions de chasse postmodernes, des hélicoptères de dernière génération, des blindés, des armes sophistiquées et des services anti-terroristes, permettra à cette force de réduire à leur plus simple expression les groupes insurgés.

Du reste, l'offensive menée par le BIR dans le maintien de l'ordre contre-insurrectionnel de l'Etat central au Noso s'est soldée par la défection de moult groupes terroristes. Ceci a donc entraîné une résurgence de l'ordre public dans cette partie du territoire camerounais. De manière prosaïque, les institutions abandonnées dans les régions du Noso, suite au « *désastre stratégique* » résultant de la faillite du maintien de l'ordre contre-insurrectionnel par la défensive, opéreront une reviviscence. En effet, les Sous-préfectures, les

³¹ Martin Van Greveld, cité par Gérard Chalian et Arnaud Blin, Ibidem

³² Erici Muraise, Cité par Gérard Chaliand et Arnaud Blin, Dictionnaire de stratégie, Op. Cit, p. 617

³³ George Torpe, cité par Gérard Chaliand, Arnaud Blin, *Dictionnaire de stratégie*, Perrin, 2016, p. 617

³⁴ Michel Yakovleff, « Le concept de manœuvre », in Christian Malis, *Guerre et manœuvre*, Paris, Economica, 2009, p. 7

postes de Gendarmerie et de Police, les Eglises, les Ecoles et les Hôpitaux seront remis en service. Au demeurant, la sécurité reviendra progressivement au Noso, même si ça-et-là, il est observé des regains sporadiques d'attaques terroristes des insurgés totalement désamorcés dans leur homogénéité. Force est de souligner ici que dans leur immense majorité, les membres des groupes insurrectionnels sécessionnistes du Noso ont été arrêtés, pour les uns, et tombés aux combats, pour les autres. Une bonne proportion des insurgés sécessionnistes en question a battu en retraite et saisi l'occasion salvatrice qui leur était offerte à travers le DDR mis en place par l'Etat central en pleine guerre de contre-insurrection.

2 – La mise en place du DDR comme instrument de pacification

La contre-insurrection de l'Etat central du Cameroun au Noso, notamment son maintien de l'ordre par l'offensive, fera intervenir, contre toute attente, un instrument de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion des anciens combattants (DDR). En effet, fidèle à sa dynamique de contre-insurrection sécessionniste pacifiée au Noso, la Cameroun mettra en place un instrument de pacification remarquablement corrélé quant à sa détermination à ne pas s'investir dans une « *guerre totale* » contre ses nationaux. Cet instrument revêt plusieurs soubassements sémiotiques. Le premier est un appel à un abandon des armes par les groupes insurrectionnels sécessionnistes en vue de la paix, alors même que les forces loyalistes ont pris un dessus militaire sur lesdits groupes. Le deuxième est la manifestation d'un règlement de conflit en famille c'est-à-dire par le souverain interne avec ses nationaux. Le troisième, enfin, est la traduction du « *pardon* » post-conflit, tel qu'élaboré par Paul Ricoeur³⁵, accordé par l'Etat aux insurgés sécessionnistes. Cet instrument n'est autre que la Commission Nationale de DDRR (CNDDRR).

Bien entendu, la CNDDRR aura un socle baptismal non mimétique aux programmes de DDR classiques connus dans l'histoire militaire notamment en termes de maintien de la paix, de construction de la paix ou d'imposition de la paix. Dans ces programmes classiques de DDR, le pacificateur supposé vient de l'extérieur. C'est lui qui assure la démilitarisation. Aussi, il laisse libre cours aux organisations internationales de procéder à la finalisation du processus de DDR. C'est justement ce qui ressort des travaux de Paul Haéri. En effet, le précédent auteur souligne que, la démilitarisation « *passé par la mise en œuvre des programmes de Désarmement, de Démobilisation et de Réinsertion (DDR) dès la fin des combats* »³⁶. De ce point de vue, poursuit-il, « *le premier volet qui consiste à assister le Désarmement des combattants et à procéder au cantonnement des armes est normalement de la responsabilité de la force intervenante. Les deux autres – la Démobilisation et la Réinsertion- sont le plus souvent confiés aux organisations internationales* »³⁷.

Sur ce plan, le DDR mis en place par le Cameroun rompt avec la variable classique. A tous égards, le Cameroun intervient dans tout le circuit du DDR. Aussi, il apparaît que ce DDR apparaît, non après la guerre de contre-insurrection, mais plutôt pendant les opérations militaires. C'est dire, une fois de plus, que le Cameroun s'est véritablement orienté vers une séurocratie irénologique de cow-boy c'est-à-dire qu'il a préparé, par lui-même, la pacification de la région du Noso sans vouloir en référer ni à la guerre totale ni à une quelconque aide étrangère.

³⁵ Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2003, 736 pages

³⁶ Paul Haéri *De la guerre à la paix : pacification et stabilisation post conflit*, Paris, Economica, 2008, 269 pages P. 198

³⁷ Paul Haéri *De la guerre à la paix : pacification et stabilisation post conflit*, Op. Cit, P. 198

Conclusion

Le Cameroun fait désormais œuvre d'école en ce qui concerne la contre-insurrection. L'histoire, diachronique et synchronique de la contre-insurrection sécessionniste de ce pays au Noso rend compte d'une variante particulière de guerre de contre-insurrection. Celle-ci est marquée par une pensée stratégique pacifiste de maintien de l'ordre et une pratique militaire offensive zébrée c'est-à-dire brutale et tempérée. Aussi, est-elle construite autour de la mise en action opérationnelle d'une force spéciale nationale, en l'occurrence le BIR, et d'un instrument de pacification, notamment la CNDDRR, créé en cours de contre-insurrection maîtrisée par les forces loyalistes. Aussi, cette contre-insurrection s'ouvre à une négociation des revendications des insurgés qui, du reste, posent un problème politico-culturel interne non négligeable.

C'est, à tous égards, ce qui donne sens à la modélisation conceptuelle de la contre-insurrection du Cameroun au Noso aux travers de la terminologie de la *sécurocratie irénologique de cow-boy*. Autrement dit, la stratégie et la tactique de contre-insurrection sécessionniste de l'Etat Central Camerounais au Noso, s'inscrivent dans une tendance lourde de sécurité par le maintien de l'ordre militarisé et non de guerre totale. Cette dernière est structurellement d'un type particulier, car portée par l'offensive des Forces de Défenses Nationales, sans en référer à l'appui d'une force militaire étrangère. Il en résulte donc un maintien de l'ordre contre-insurrectionnel militarisé à tendance pacifiste. Ici, il y a éviction d'enlèvement dans une dynamique de guerre totale ou de guerre absolue contre les nationaux insurgés. C'est d'ailleurs dans cette perspective que le gouvernement s'est d'abord essayé dans la défensive qui s'est révélée non porteuse. Le désastre stratégique qui en est résulté a ouvert le champ à l'offensive du BIR.

En effet, les politiques, stratèges et tacticiens camerounais ont su mettre en action les principes théoriques de contre-insurrection notamment ceux élaborés par David Galula, c'est-à-dire la légitimation de l'action, l'adaptation au contexte local et la marginalisation de l'ennemi. Autant rappeler que la non-ingérence à l'intelligence des principes de contre-insurrection entraîne la défaite des forces en action. La défaite américaine au Vietnam, celle française en Indochine et celle soviétique en Afghanistan.

Somme toute, le Cameroun fait aujourd'hui œuvre de référence en matière d'intelligence stratégique et de tactique des guerres asymétriques notamment du terrorisme et de la contre-insurrection. Il a domestiqué les savoirs guerriers de Mao Zedong et de Sun Zi. Aussi, s'est-il investi dans une construction doctrinale qui formalise la défense populaire comme moule national de défense et de sécurité. Cependant, il est urgent pour ce pays de désamorcer la possible coalition de cause et d'intérêt affairiste entre les insurgés et les agents invertébrés fantômes pourfendeurs de la nation.

BIBLIOGRAPHIE

AHMED KOTOKO (Mahamat), *La défense populaire au Cameroun : Comprendre un concept*, Yaoundé, L'Harmattan, 2020, 216 pages

BIYA (Paul), « Discours », 9 novembre 1985

BOUTHOU (Gaston), *Traité de polémologie : sociologie des guerres*, Paris, Payot, 1961

CHALIAND (Gérard), **BLIN** (Arnaud), *Dictionnaire de stratégie*, Perrin, 2016, 1117 pages

CLAUSEWITZ (Carl Von), *De la guerre*, Paris, Editions de Minuit, 1959, 760 pages

COURREGES (Hervé), **GERMAIN** (Emmanuel), **LE NIN** (Nicolas), *Principes de contre-insurrection*, Paris, Economica, 2010129 pages

COUTAU-BEGARIE (Hervé), *Traité de stratégie*, Paris, Economica, 7^{ème} éd revue et augmentée, 2011, 1200 pages

DEFENSEUR DES DROITS, « *Le maintien de l'ordre au regard des règles de déontologie* », Rapport, 12 décembre 2017

DENECE (Eric), *Commandos et forces spéciales*, Ouest-France, 2011, 185 pages

GALULA (Dévid), *Contre-insurrection : Théorie et pratique*, Paris, Economica, 2008, 215 pages

GERE (François), **WIDEMANN** (Thierry), *La guerre totale*, Paris, Economica, 2001, 209 pages

GHIRLANDA (Christian), *Diriger le maintien de l'ordre*, Paris, Nuvis, 2019, 260 pages

GUINERET (Hervé), « De la guerre absolue à la guerre totale : Que nous apprend Clausewitz ? », in François Géré, Thierry Widemann, Op. Cit, pp. 71 – 87.

HAERI (Paul), *De la guerre à la paix : pacification et stabilisation post-conflit*, Paris, Economica, p. 268

JOMINI (Antoine-Henri), *Précis de l'Art de la Guerre : Ou Nouveau Traité Analytique Des Principales Combinaisons de la Stratégie, de la Grande Tactique Et de la Politique Militaire...*, Wentworth Press, 2018, 572 pages

LAROCHE (Josépha), *La brutalisation du monde - Du retrait des Etats à la décivilisation*, Liber Canada, 2011, 188 pages

LINDEMANN (Thomas) « Ludendorff et la guerre totale. Une approche perceptuelle », in François Géré, Thierry Widemann, *La guerre totale*, Paris, Economica, 2001, 210 pages

LINDEMANN (Thomas), « Ludendorff et la guerre totale. Une approche perceptuelle », in François Géré, Thierry Widemann, *La guerre totale*, Paris, Economica, 2001, pp. 23-37.

MBEMBE (Achille), *La Naissance du maquis dans le Sud-Cameroun, 1920-1960 : Histoire des usages de la raison en colonie*, Paris, Karthala, 1996, 438 pages

ORDONNANCE n° 59/57 du 11 novembre 1959, portant création de l'Armée camerounaise et organisation générale de la Défense

RICŒUR (Paul), *La mémoire, l'histoire, l'oubli*, Paris, Seuil, 2003, 736 pages

Roger Trinquier, *La guerre moderne*, Paris, Economica, 2013, 107 pages

SUN ZI, *L'art de la guerre*, Paris, Flammarion, 2008, 338 pages

TISSERON (Antonin), *Guerres urbaines, nouveaux métiers, nouveaux soldats*, Paris, Economica, 2007, 115 pages

YAKOVLEFF (Michel), « Le concept de manœuvre », in Christian Malis, *Guerre et manœuvre*, Paris, Economica, 2009,

YAKOVLEFF (Michel), *Tactique théorique*, Paris, Economica, 2^e éd, 2009, 669 pages

ZEDON (Mao), *Stratégie de la guerre révolutionnaire chinoise*, 1936

ZI (Sun), *L'art de la guerre*, Paris, Flammarion, 2008, 338 pages